

## 7.2 Eaux pluviales

L'ETABLISSEMENT prend les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'ETABLISSEMENT s'engage à assurer une collecte séparative des eaux pluviales et à ne pas les envoyer dans les réseaux publics de collecte des eaux usées.

## 7.3 Protection contre le reflux des eaux (règlement Assainissement de Bordeaux Métropole Art.34)

L'article 34 du règlement d'assainissement intitulé " Etanchéité des installations et protections contre le reflux " s'applique. Il est annexé à la présente convention.

## 7.4 Prescriptions particulières

L'ETABLISSEMENT s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets programmés d'eaux usées autres que domestiques consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassins, sont autorisés à condition :

- d'avertir au préalable L'EXPLOITANT
  - **Présence 24h/24h (tél : 0977 40 10 14 - Fax : 05 57 57 21 21)**
- de ne pas rejeter de polluants non autorisés dans la présente convention,
- d'en répartir les flux de pollution sur une période adaptée, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'Arrêté d'Autorisation de Déversement.

L'ETABLISSEMENT doit prendre toute disposition (bassin de confinement, bassin d'orage, bassin de stockage, bassin de lissage...) pour faire face à d'éventuels risques industriels liés à des événements exceptionnels (fausses manœuvres, accidents, incendies...).

## ARTICLE 8 - Surveillance des rejets

### 8.1 Auto-surveillance

L'ETABLISSEMENT est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son Arrêté d'Autorisation de Déversement.

L'ETABLISSEMENT met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures.

► Point de contrôle 1 : Rejet eaux usées Service technique (Effluent 1 – bâtiment Jardins Ambulances - côté voie ferrée)

Analyse	Fréquence	Méthode d'analyse
Débit	Semestrielle	
T°	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90 008
DCO	Semestrielle	NF T 90 101
DBO5	Semestrielle	NF T 90103
MEST	Semestrielle	NF EN ISO 872
Azote Kjeldhal	Semestrielle	NF EN ISO 25663
Phosphore total	Semestrielle	NF T 90023
Graisses	Semestrielle	SEC
Fluor 18	Semestrielle	

► Point de contrôle 2 : Rejet eaux usées PTIB - LIRYC (Effluent 2 – Sud du bâtiment LIRYC)

Analyse	Fréquence	Méthode d'analyse
Débit	Semestrielle	
T°	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90 008
DCO	Semestrielle	NF T 90 101
DBO5	Semestrielle	NF T 90103
MEST	Semestrielle	NF EN ISO 872
Azote Kjeldhal	Semestrielle	NF EN ISO 25663
Phosphore total	Semestrielle	NF T 90023
Graisses	Semestrielle	SEC

L'établissement s'engage à informer l'exploitant de la mise en service des 2 cuves de décroissance du PTIB. Les radioéléments contenus dans les effluents collectés seront intégrés au programme de surveillance défini ci-dessus.

► Point de contrôle 3 : Rejet eaux usées entrée (Effluent 3 - Allée du Haut-Lévêque)

Analyse	Fréquence	Méthode d'analyse
Débit	Semestrielle	
T°	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90 008
DCO	Semestrielle	NF T 90 101
DBO5	Semestrielle	NF T 90103
MEST	Semestrielle	NF EN ISO 872
Azote Kjeldhal	Semestrielle	NF EN ISO 25663
Phosphore total	Semestrielle	NF T 90023
Graisses	Semestrielle	SEC

Modalité de surveillance des micropolluants à effectuer au niveau des points de contrôle 1, 2 et 3 :

Substances	Familles	Classement	Fréquence	LQ (µg/l)	Méthode d'analyse	
Nonylphénols	Alkylphénols	Substances Dangereuses prioritaires	Annuelle	0.5		
Chloroalcane C10-C13	Autres			5		
Benzo (b) Fluoranthène	HAP			0.2	NF EN ISO 17993	
Mercure	Métaux			0.2	NF EN ISO 11885	
Endosulfan	Pesticides			0.02	NF EN ISO 6468	
Fluoranthène	HAP	Substances prioritaires		0.01	NF EN ISO 17993	
Trichlorométhane (chloroforme)	COHV			1	NF EN ISO 10301	
Naphtalène	HAP			0.05	NF EN ISO 17993	
Plomb	Métaux			2	NF EN ISO 11885	
Toluène	BTEX			Substances pertinentes	1	NF EN ISO 11423
Xylènes	BTEX	2			NF EN ISO 11423	
1,2 dichlorobenzène	Chlorobenzène	1				
3 chloroaniline	Anilines	0.1				
2,4 dichlorophénol	Chlorophénols	0.1			NF EN 12673	
4 chlorophénol	Chlorophénols	0.1			NF EN 12673	
Dibutylétain cation	Organoétains	0.02			NF EN ISO 17353	
Monobutylétain cation	Organoétains	0.02			NF EN ISO 17353	
Chrome	Métaux	Autres substances			5	NF ISO 11885
Cuivre	Métaux				5	NF ISO 11885
Fer	Métaux			25	NF ISO 11885	
Etain	Métaux			5	NF ISO 11885	
Manganèse	Métaux			5	NF ISO 11885	
Aluminium	Métaux			20	NF ISO 11885	
Zinc	Métaux			5	NF ISO 11885	
NP20E	Alkylphénols			0.1		
NP10E	Alkylphénols			0.1		

Les Limites de Quantification sont celles de l'avis du 21 janvier 2012 relatif aux limites de quantification.

Les micropolluants des tableaux ci-dessus doivent être analysés 1/an pendant 2 ans. Les paramètres dont les résultats lors des analyses d'autosurveillance et des contrôles inopinés, sont inférieurs aux Limites de Quantification (Cf. avis du 21 janvier 2012 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques), seront supprimés de la liste des paramètres à analyser.

Un nouveau bilan complet avec l'ensemble de ces paramètres sera à réaliser pour le renouvellement de l'autorisation de déversement.

Les opérations de prélèvement et d'analyses doivent être réalisées selon les prescriptions fixées dans la circulaire du 05/01/2009 relative à la recherche et à la réduction des substances dangereuses.

Pendant la période d'observation de 2 ans, le dépassement éventuel des valeurs limites des micropolluants, hormis les métaux, fixés dans le tableau ci-dessus ne fera pas l'objet de pénalités prévues à l'article 17.1 et à l'article 8.3.

A l'issue de cette période d'observation (2 ans), un avenant à la présente convention pourra, si nécessaire être rédigé afin de préciser les modalités de surveillance ainsi que les valeurs limites d'émission des micropolluants significatifs.

► Point de contrôle 4 : Eaux pluviales (Effluent 7 – Point de rejet eaux pluviales au niveau du plateau technique et services généraux côté voie ferrée)

Analyse	Fréquence	Méthode d'analyse
DBO5	annuelle	NF EN 1899.1
DCO	annuelle	NF T 90101
MEST	annuelle	NF EN 872
Azote Kjeldahl	annuelle	NF EN ISO 25663
Phosphore total	annuelle	NF EN ISO 15681-2
Métaux totaux (Al, Ag, Cd, Cr, Cu, Sn, Fe, Mn, Hg, Ni, Pb, Zn)	annuelle	NF EN ISO 11885 et NF EN 1483
Hydrocarbures totaux	annuelle	NF EN ISO 9377-2

Les mesures de concentration, visées dans les tableaux ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C).

L'ETABLISSEMENT devra transmettre à L'EXPLOITANT les résultats d'analyses dès réception.

L'ETABLISSEMENT fournit à L'EXPLOITANT au moins une fois par an des résultats d'analyses réalisées par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

Le non-respect du programme d'autosurveillance est sanctionné par une pénalité définie à l'article 17.

## 8.2 Inspection télévisée du branchement

L'ETABLISSEMENT s'engage à faire réaliser, à ses frais et sur demande motivée de L'EXPLOITANT, une inspection télévisée du tronçon de branchement situé sous la voie publique jusqu'au raccordement au réseau public de collecte des eaux usées.

## 8.3 Contrôles inopinés réalisés par L'EXPLOITANT

L'EXPLOITANT pourra faire effectuer à ses frais, et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité des effluents autres que domestiques rejetés au réseau public de collecte des eaux usées.

Pour ce faire, L'ETABLISSEMENT s'engage à laisser pénétrer, dans sa propriété jusqu'aux dispositifs de comptage et de prélèvements, et sous réserve du respect des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'établissement, les personnes missionnées par L'EXPLOITANT pour effectuer lesdits contrôles.

Si les résultats de ces contrôles dépassent les flux maximaux autorisés, ou révèlent une anomalie :

- ils seront communiqués par L'EXPLOITANT à L'ETABLISSEMENT,
- et les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de L'ETABLISSEMENT sur la base des pièces justificatives produites par L'EXPLOITANT.

L'impossibilité pour L'EXPLOITANT de procéder au contrôle et les dépassements de flux autorisés feront l'objet des pénalités prévues à l'article 17.

#### ARTICLE 9 : Dispositifs de mesures et de prélèvements

Sans objet

#### ARTICLE 10 : Dispositif de comptage des prélèvements d'eau

L'ETABLISSEMENT déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Réseau public :

- sanitaire ID de compte : 8054404262 (D14UK054040 - 225 S Av. Pasteur)  
5613998615 (C16JH000409 - 34S av. du Haut Lévêque)
- incendie ID de compte: 2442507996 (D15XL113103 - 34 av. du Haut Lévêque)  
8791687506 (D14XK116070 - 225 S Av. Pasteur)  
5428659178 (D15XK008728 - 225 S Av. Pasteur)

Nombre total de branchements : 5 dont 3 incendie

Forage : oui ☒ non ☐

Il existe un puit (sans comptage) et un château d'eau sur le site qui ne servent plus.

L'ETABLISSEMENT installera sur toutes ses sources d'alimentation en eau propre (pompage en forage ou en rivière, captage, etc...) et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, un dispositif scellé de comptage de l'eau prélevée, dont les caractéristiques sont arrêtées en accord entre les deux parties.

L'ETABLISSEMENT effectuera les relevés de ses consommations et les communiquera à L'EXPLOITANT dans les conditions suivantes : SANS OBJET

La non-installation des dispositifs de mesures et de prélèvements fera l'objet d'une pénalité indiquée à l'article 17.

## ARTICLE 11 : Calcul de la Redevance Assainissement

En contrepartie des charges de collecte et de traitement, L'EXPLOITANT perçoit auprès de L'ETABLISSEMENT une redevance assainissement comprenant la rémunération de L'EXPLOITANT et la part métropolitaine de la redevance que L'EXPLOITANT perçoit pour le compte de Bordeaux Métropole.

Conformément à la réglementation en vigueur, cette redevance est calculée sur la base de l'assiette corrigée, constituée par le volume prélevé corrigé par le produit des coefficients de rejet et de pollution.

### 11.1 Calcul de l'assiette corrigée

Soit VP, le volume prélevé :

Ce volume est la somme des volumes issus du réseau de distribution publique (chiffre fourni par L'EXPLOITANT) ainsi que de toute autre provenance (chiffre dûment déclaré chaque année par L'ETABLISSEMENT à L'EXPLOITANT).

Ce volume est calculé chaque année à l'aide des données nécessaires.

Soit CR, le coefficient de rejet :

Le coefficient de rejet prend en compte le rapport entre Vr, le volume effectivement rejeté au réseau public de collecte des eaux usées défini par différence entre le volume prélevé Vp et le volume utilisé par l'industriel dans son process selon la déclaration figurant en annexe 2, et le volume prélevé défini ci-dessus.

Les éléments de justification et la formule de calcul du coefficient de rejet sont joints en annexe 2.

Ce coefficient est calculé chaque année à l'aide des données recueillies par L'EXPLOITANT auprès de L'ETABLISSEMENT.

Soit CP, le coefficient de pollution :

Le coefficient de pollution CP est un coefficient de comparaison entre la qualité de l'effluent de L'ETABLISSEMENT et la qualité d'un effluent domestique moyen.

Les éléments de justification et la formule de calcul du coefficient de pollution sont joints en annexe 3.

Ce coefficient est calculé chaque année à l'aide des contrôles inopinés et auto contrôles effectués sur les rejets.

L'assiette corrigée V, utilisable pour le calcul de la redevance, est donc obtenue par la formule suivante :

$$V = V_p \times C_r \times C_p$$

## 11.2 Rémunération de L'EXPLOITANT

En contrepartie des charges contractuelles qui lui incombent, L'EXPLOITANT perçoit auprès de L'ETABLISSEMENT une rémunération égale à :

$$V \times R$$

Formule dans laquelle R est la valeur de la rémunération de L'EXPLOITANT en Euros hors taxes par m<sup>3</sup> définie dans le Contrat d'affermage qui le lie à Bordeaux Métropole.

## 11.3 Part métropolitaine de la redevance

L'EXPLOITANT perçoit, pour le compte de Bordeaux Métropole, la part métropolitaine de la redevance au titre des eaux résiduaires égale au produit de l'assiette corrigée V par le montant de la part métropolitaine de la redevance en Euros hors taxes par m<sup>3</sup>.

La valeur de la part métropolitaine de la redevance hors taxe par m<sup>3</sup> est fixée chaque année par délibération spécifique du Conseil de Bordeaux Métropole.

Elle est de **0,6210 € HT/ m<sup>3</sup>** au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## ARTICLE 12 : Révision des Rémunérations de L'EXPLOITANT

L'indexation des rémunérations de L'EXPLOITANT est réalisée chaque année conformément à l'article 82 du contrat d'affermage de l'assainissement.

## ARTICLE 13 : Facturation et Règlement

La facturation de la redevance sera établie chaque année après réception des dernières analyses de l'année.

La facture sera accompagnée d'une fiche établie chaque année par L'EXPLOITANT afin de présenter clairement à L'ETABLISSEMENT la valeur des différents coefficients, indices d'actualisation et autres paramètres utilisés pour le calcul de la redevance assainissement.

Si les éléments nécessaires à l'établissement de la facturation (volumes, flux de pollution...) concernant la période considérée et notamment ceux relatifs à l'actualisation du coefficient de rejet et du coefficient de pollution, ne sont pas connus à la date de facturation, celle-ci sera fondée sur les derniers éléments connus des périodes précédentes, et sera suivie d'une régularisation lorsque les éléments définitifs seront connus.

A défaut de paiement dans le délai de trois mois à compter de la présentation de la facture et dans les quinze jours d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la redevance sera majorée de 25 % conformément à l'article 2 du décret 2007-1339 du 11 septembre 2007 lequel a créé l'article R2224-19-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### ARTICLE 14 : Conduite à tenir par l'établissement en cas d'incidents

En cas d'incident provoquant le dépassement accidentel des valeurs limites fixées dans son Arrêté d'Autorisation de Déversement, L'ETABLISSEMENT est tenu :

- de prendre, sans délai, les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté et/ou pour en répartir le flux dans le temps ;
- d'isoler, sans délai, son réseau d'évacuation d'eaux usées autres que domestiques dès que le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, et par conséquent, de prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués (par exemple vers un centre de traitement spécialisé) ;
- d'avertir dès que possible L'EXPLOITANT

**Présence 24h/24h (tel : 0977 40 10 14 - fax : 05 57 57 21 21)**

En cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement ou au patrimoine de Bordeaux Métropole, se réserve le droit de procéder à une fermeture immédiate du branchement après en avoir informé L'ETABLISSEMENT.

Pour faire suite à l'incident, L'ETABLISSEMENT est tenu de rédiger, dans un délai de 8 jours, un rapport à L'EXPLOITANT indiquant :

- les dates de début et de fin de l'incident ;
- la conséquence sur les rejets ;
- les mesures prises pour limiter les effets de l'incident sur les rejets ;
- les mesures prises pour éviter que l'incident ne se reproduise.

Éventuellement, en fonction des dommages subis, Bordeaux Métropole ou L'EXPLOITANT pourra demander en retour des indemnités selon les modalités définies à l'article 17.

#### ARTICLE 15 : Non-respect prolongé ou récurrent des conditions de déversement des effluents

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne sont pas respectées, L'ETABLISSEMENT s'engage à en informer L'EXPLOITANT dans les meilleurs délais.

Sous un délai de 3 mois, L'ETABLISSEMENT est tenu de présenter un programme de mise en conformité selon les modalités développées à l'article 6.

La non présentation dudit programme dans les délais impartis entraîne une pénalité calculée selon les modalités précisées à l'article 17.



## ARTICLE 16 : Cessation partielle, temporaire ou définitive du service

### 16.1 Cessation partielle ou temporaire du Service

Si nécessaire, L'EXPLOITANT se réserve la possibilité :

- a) de n'accepter dans le réseau public de collecte des eaux usées et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'Arrêté d'Autorisation de Déversement,
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace, ou lorsque les rejets de L'ETABLISSEMENT présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, L'EXPLOITANT:

- informera L'ETABLISSEMENT de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celle(s)-ci pourrai(en)t être mise(s) en œuvre,
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente Convention et au respect des valeurs limites définies par l'Arrêté d'Autorisation de Déversement avant cette date

### 16.2 Cessation définitive du Service

Bordeaux Métropole peut décider, sur rapport motivé de L'EXPLOITANT, de résilier la Convention et, par conséquent, de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non-respect des dispositions de l'Arrêté d'Autorisation de Déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
  - de modification de la composition des effluents ;
  - de non-respect des limites et des conditions de rejet fixées par l'Arrêté d'Autorisation de Déversement ;
  - de non-respect des échéanciers de mise en conformité.
- et d'autre part, les solutions proposées par L'ETABLISSEMENT pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la résiliation de la Convention et donc la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par Bordeaux Métropole à L'ETABLISSEMENT, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

En cas de fermeture partielle, temporaire ou définitive du branchement, L'ETABLISSEMENT est responsable de l'élimination de ses effluents.

## ARTICLE 17 : Conséquences Financières

### 17.1 Pénalités pour dépassement des limites de flux ou concentrations autorisés à l'article 7.1

La première année où sera constaté un dépassement des limites de flux ou concentrations autorisées telles que définies dans l'annexe 1, les pénalités applicables calculées selon les modalités figurant dans l'annexe 3 seront suspendues sous réserve que L'ETABLISSEMENT s'engage sur un programme de mise en conformité de ses rejets tel que défini à l'article 6.

Si ce programme n'est pas respecté ou s'il n'est pas terminé au bout d'une année, les pénalités suspendues seront immédiatement dues et viendront s'additionner aux pénalités de l'année en cours. La pénalité sera versée à L'EXPLOITANT.

Si ce programme est respecté, les pénalités suspendues seront annulées.

### 17.2 Autres pénalités

Elles visent :

- la non production du programme de mise en conformité
- le non-respect des conditions d'inspection du branchement ;
- la non communication des résultats d'autosurveillance ;
- le non-respect des conditions d'étalonnage des appareils de mesures ;
- la non installation des dispositifs de mesure et de prélèvement ;
- l'impossibilité pour Bordeaux Métropole et L'EXPLOITANT de procéder aux contrôles ;

Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau de L'ETABLISSEMENT. L'EXPLOITANT se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de L'ETABLISSEMENT.

- la non mise à disposition sur demande de Bordeaux Métropole ou de L'EXPLOITANT des bordereaux de suivi et d'élimination des déchets

Chacune de ces infractions fera l'objet d'une pénalité égale à 5% de la facture annuelle N-1 de L'ETABLISSEMENT payable à L'EXPLOITANT.

### 17.3 Indemnités pour dommages subis par le Service Assainissement

L'ETABLISSEMENT est responsable des conséquences dommageables subies par le Service Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'Arrêté d'Autorisation de Déversement.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Bordeaux Métropole ou par L'EXPLOITANT et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

#### 17.4 Dispositions financières en cas de cessation du service

En cas de cessation temporaire ou partielle du service consécutif à un non-respect des conditions de déversement, la redevance assainissement demeure exigible pendant toute la période de cessation du service.

En cas de résiliation définitive de la présente Convention par Bordeaux Métropole ou par L'ETABLISSEMENT, la redevance d'assainissement est due par celui-ci jusqu'à la date de fermeture du branchement et devient immédiatement exigible.

Dans le cas d'une résiliation par L'ETABLISSEMENT, une indemnité peut être demandée par Bordeaux Métropole à L'ETABLISSEMENT, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu et si la prise en charge du traitement des effluents de L'ETABLISSEMENT a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

#### ARTICLE 18 : Modification de l'arrêté d'autorisation de déversement et mise à jour de la Convention

Les informations mentionnées dans la présente convention sont mises à jour au moment du renouvellement de l'arrêté de déversement et pour tenir compte d'éléments nouveaux non prévisibles au moment de l'établissement de la Convention, comme l'évolution:

- de l'activité et des rejets de L'ETABLISSEMENT;
- de l'arrêté d'exploitation délivré par le Préfet (s'il s'agit d'une Installation Classée soumise à autorisation) ;
- des prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées définies dans l'Arrêté d'Autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées ;
- des clauses relatives à la rémunération de L'EXPLOITANT et de la révision de cette rémunération...

Toutefois, Bordeaux Métropole se réserve le droit de modifier de manière unilatérale et dans l'intérêt du Service Public de l'assainissement, l'Arrêté autorisant le Déversement des eaux autres que domestiques de L'ETABLISSEMENT, et par conséquent, la présente convention.

#### ARTICLE 19 : Obligations de Bordeaux Métropole et de L'EXPLOITANT

La continuité du service s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 20, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

Bordeaux Métropole, sous réserve du strict respect par L'ETABLISSEMENT des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour accepter les rejets de L'ETABLISSEMENT dans les limites fixées par l'Arrêté d'Autorisation de Déversement.

L'EXPLOITANT, sous réserve du strict respect par L'ETABLISSEMENT des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour informer, dans les meilleurs délais, L'ETABLISSEMENT de

tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

#### ARTICLE 20 : Durée

La présente Convention, subordonnée à la délivrance de l'Autorisation de Déversement, est conclue pour la durée fixée dans cet arrêté d'autorisation. Elle prend effet à la date de notification à L'ETABLISSEMENT de cet arrêté et s'achève à la date d'expiration dudit arrêté, en l'occurrence le

Douze mois avant l'expiration de l'Arrêté d'Autorisation de Déversement, L'EXPLOITANT procédera en liaison avec L'ETABLISSEMENT, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

L'EXPLOITANT est chargé de l'instruction du renouvellement de l'arrêté d'autorisation de déversement et du renouvellement de la convention dont il soumet le projet à Bordeaux Métropole.

A l'expiration ou en cas de fin anticipée du contrat d'affermage du service public d'assainissement conclu le 4 octobre 2012 entre la Communauté Urbaine de Bordeaux et la société Lyonnaise des Eaux France, Bordeaux Métropole ou tout nouveau tiers qu'elle aura dûment désigné comme nouvel EXPLOITANT du service d'assainissement, pourra être subrogé dans les droits et obligations que la Société de Gestion de l'Assainissement de la Cub tire de la présente convention. La Société de Gestion de l'Assainissement de la Cub continuera toutefois à répondre seule des éventuels manquements à ses obligations contractuelles commis au cours de la période durant laquelle elle assurait l'exécution de la présente convention.

#### ARTICLE 21 : Jugement des contestations

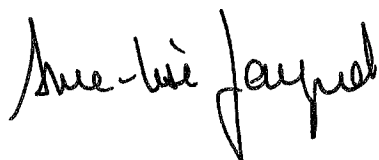
En cas de litiges relatifs à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, le Tribunal compétent sera le Tribunal administratif de Bordeaux

En 3 exemplaires originaux.

Fait à Bordeaux, le 13 DEC. 2018

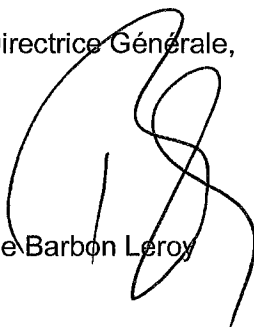
Pour Bordeaux Métropole  
Pour le Président et par délégation  
La Vice-Présidente

Anne-Lise Jacquet



Pour L'EXPLOITANT,  
La Directrice Générale,

Sylvie Barbon Leroy



Pour L'ETABLISSEMENT

Le Directeur,

~~CHU DE BORDEAUX  
Groupe Hospitalier Sud  
Le Directeur  
Valérie ARSOUZE-FADAT~~

Valérie Arsouze-Fadat

Annexes :

1. Liste des flux et des concentrations applicables aux rejets de L'ETABLISSEMENT
2. Eléments de justification du coefficient de rejet intervenant dans le calcul de la redevance assainissement
3. Eléments de justification du coefficient de pollution intervenant dans le calcul de la redevance assainissement
4. Modalités de calcul des pénalités en cas de rejets dépassant les seuils fixés dans la présente convention
5. Plan des réseaux privés d'eaux usées et d'eaux pluviales et installations de prétraitement
6. Règlement du Service de l'Assainissement
7. Extrait du récépissé de déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
8. Fiche de rapport d'enquête de conformité des rejets d'assainissement de L'ETABLISSEMENT

## ANNEXE 1

### Concentrations et flux autorisés suivant l'arrêté d'autorisation de déversement

n° du

#### Eaux Usées autres que domestiques

#### **Effluent Rejet eaux usées entrée (point de contrôle 3)**

##### **Débits :**

- débit journalier moyen annuel (jours ouvrés).....	70	m³/j
- débit journalier maximum.....	100	m³/j
- débit horaire maximum.....	10	m³/h
- débit instantané maximum.....	2,78	l/s

##### **Paramètres physico-chimiques :**

- température maximale autorisée.....	30°C
- pH compris entre.....	5,5 et 8,5

##### **Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	28	kg/j
- flux journalier maximum .....	50	kg/j
- flux horaire maximum .....	5	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	400	mg/l
- concentration maximale ≤.....	500	mg/l

##### **Demande chimique en oxygène (DCO)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	63	kg/j
- flux journalier maximum .....	100	kg/j
- flux horaire maximum .....	10	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	900	mg/l
- concentration maximale ≤.....	1000	mg/l

##### **Matières en suspension (MEST)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	28	kg/j
- flux journalier maximum .....	50	kg/j
- flux horaire maximum .....	5	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	400	mg/l
- concentration maximale ≤.....	500	mg/l

**Azote global**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	7	kg/j
- flux journalier maximum	.....	15	kg/j
- flux horaire maximum	.....	1,5	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	100	mg/l
- concentration maximale	≤.....	150	mg/l

**Phosphore Total**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	1,4	kg/j
- flux journalier maximum	.....	3	kg/j
- flux horaire maximum	.....	0,3	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	20	mg/l
- concentration maximale	≤.....	30	mg/l

**Huiles et Graisses**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	9,1	kg/j
- flux journalier maximum	.....	15	kg/j
- flux horaire maximum	.....	1,5	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	130	mg/l
- concentration maximale	≤.....	150	mg/l

**NP20E**

- flux journalier maximum	.....	0,021	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,21	µg/l

**Nonylphénols**

- flux journalier maximum	.....	0,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	4	µg/l

**NP10E**

- flux journalier maximum	.....	0,035	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,35	µg/l

**3 chloroaniline**

- flux journalier maximum	.....	0,014	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,14	µg/l

**Chloroalcanes C10-C13**

- flux journalier maximum	.....	2,3	g/j
- concentration maximale	≤.....	23	µg/l



**Toluène**

- flux journalier maximum	.....	0,21	g/j
- concentration maximale	≤.....	2,1	µg/l

**Xylènes**

- flux journalier maximum	.....	0,2	g/j
- concentration maximale	≤.....	2	µg/l

**1,2 dichlorobenzène**

- flux journalier maximum	.....	0,1	g/j
- concentration maximale	≤.....	1	µg/l

**2,4 dichlorophénol**

- flux journalier maximum	.....	0,042	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,42	µg/l

**4 chlorophénol**

- flux journalier maximum	.....	0,014	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,14	µg/l

**Trichlorométhane (chloroforme)**

- flux journalier maximum	.....	0,55	g/j
- concentration maximale	≤.....	5,5	µg/l

**Benzo (b) Fluoranthène**

- flux journalier maximum	.....	0,001	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,01	µg/l

**Fluoranthène**

- flux journalier maximum	.....	0,01	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,1	µg/l

**Naphtalène**

- flux journalier maximum	.....	0,005	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,05	µg/l

**Chrome**

- flux journalier maximum	.....	1,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	14	µg/l

**Cuivre**

- flux journalier maximum	.....	22,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	224	µg/l

**Mercure**

- flux journalier maximum	.....	0,02	kg/j
- concentration maximale	≤.....	0,2	mg/l

**Fer**

- flux journalier maximum	.....	0,238	kg/j
- concentration maximale	≤.....	2,38	mg/l

**Etain**

- flux journalier maximum	.....	3,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	36	µg/l

**Manganèse**

- flux journalier maximum	.....	3,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	36	µg/l

**Aluminium**

- flux journalier maximum	.....	82,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	826	µg/l

**Plomb**

- flux journalier maximum	.....	3,2	g/j
- concentration maximale	≤.....	32	µg/l

**Zinc**

- flux journalier maximum	.....	37,8	g/j
- concentration maximale	≤.....	378	µg/l

**Dibutylétain cation**

- flux journalier maximum	.....	0,028	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,28	µg/l

**Monobutylétain cation**

- flux journalier maximum	.....	0,006	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,06	µg/l

**Endosulfan Alpha**

- flux journalier maximum	.....	0,017	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,17	µg/l

## **Effluent Rejet eaux usées LIRYC (point de contrôle 2)**

### **Débits :**

- débit journalier moyen annuel (jours ouvrés).....	70	m <sup>3</sup> /j
- débit journalier maximum.....	100	m <sup>3</sup> /j
- débit horaire maximum.....	10	m <sup>3</sup> /h
- débit instantané maximum.....	2,78	l/s

### **Paramètres physico-chimiques :**

- température maximale autorisée.....	30°C
- pH compris entre.....	5,5 et 8,5

### **Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	28	kg/j
- flux journalier maximum .....	50	kg/j
- flux horaire maximum .....	5	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	400	mg/l
- concentration maximale ≤.....	500	mg/l

### **Demande chimique en oxygène (DCO)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	63	kg/j
- flux journalier maximum .....	100	kg/j
- flux horaire maximum .....	10	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	900	mg/l
- concentration maximale ≤.....	1000	mg/l

### **Matières en suspension (MEST)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	28	kg/j
- flux journalier maximum .....	50	kg/j
- flux horaire maximum .....	5	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	400	mg/l
- concentration maximale ≤.....	500	mg/l

### **Azote global**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	7	kg/j
- flux journalier maximum .....	15	kg/j
- flux horaire maximum .....	1,5	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	100	mg/l
- concentration maximale ≤.....	150	mg/l

**Phosphore Total**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	1,4	kg/j
- flux journalier maximum	.....	3	kg/j
- flux horaire maximum	.....	0,3	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	20	mg/l
- concentration maximale	≤.....	30	mg/l

**Huiles et Graisses**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	9,1	kg/j
- flux journalier maximum	.....	15	kg/j
- flux horaire maximum	.....	1,5	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	130	mg/l
- concentration maximale	≤.....	150	mg/l

**NP20E**

- flux journalier maximum	.....	0,021	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,21	µg/l

**Nonylphénols**

- flux journalier maximum	.....	0,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	4	µg/l

**NP10E**

- flux journalier maximum	.....	0,035	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,35	µg/l

**3 chloroaniline**

- flux journalier maximum	.....	0,014	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,14	µg/l

**Chloroalcanes C10-C13**

- flux journalier maximum	.....	2,3	g/j
- concentration maximale	≤.....	23	µg/l

**Toluène**

- flux journalier maximum	.....	0,21	g/j
- concentration maximale	≤.....	2,1	µg/l

**Xylènes**

- flux journalier maximum	.....	0,2	g/j
- concentration maximale	≤.....	2	µg/l

**1,2 dichlorobenzène**

- flux journalier maximum	.....	0,1	g/j
- concentration maximale	≤.....	1	µg/l

**2,4 dichlorophénol**

- flux journalier maximum	.....	0,042	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,42	µg/l

**4 chlorophénol**

- flux journalier maximum	.....	0,014	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,14	µg/l

**Trichlorométhane (chloroforme)**

- flux journalier maximum	.....	0,55	g/j
- concentration maximale	≤.....	5,5	µg/l

**Benzo (b) Fluoranthène**

- flux journalier maximum	.....	0,001	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,01	µg/l

**Fluoranthène**

- flux journalier maximum	.....	0,01	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,1	µg/l

**Naphtalène**

- flux journalier maximum	.....	0,005	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,05	µg/l

**Chrome**

- flux journalier maximum	.....	1,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	14	µg/l

**Cuivre**

- flux journalier maximum	.....	22,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	224	µg/l

***Mercur***

- flux journalier maximum	.....	0,02	kg/j
- concentration maximale	≤.....	0,2	mg/l

***Fer***

- flux journalier maximum	.....	0,238	kg/j
- concentration maximale	≤.....	2,38	mg/l

***Etain***

- flux journalier maximum	.....	3,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	36	µg/l

***Manganèse***

- flux journalier maximum	.....	3,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	36	µg/l

***Aluminium***

- flux journalier maximum	.....	82,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	826	µg/l

***Plomb***

- flux journalier maximum	.....	3,2	g/j
- concentration maximale	≤.....	32	µg/l

***Zinc***

- flux journalier maximum	.....	37,8	g/j
- concentration maximale	≤.....	378	µg/l

***Dibutylétain cation***

- flux journalier maximum	.....	0,028	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,28	µg/l

***Monobutylétain cation***

- flux journalier maximum	.....	0,006	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,06	µg/l

***Endosulfan Alpha***

- flux journalier maximum	.....	0,017	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,17	µg/l

## **Effluent Rejet eaux usées service technique (point de contrôle 1)**

### **Débits :**

- débit journalier moyen annuel (jours ouvrés).....	250	m <sup>3</sup> /j
- débit journalier maximum.....	400	m <sup>3</sup> /j
- débit horaire maximum.....	40	m <sup>3</sup> /h
- débit instantané maximum.....	11,11	l/s

### **Paramètres physico-chimiques :**

- température maximale autorisée.....	30°C
- pH compris entre.....	5,5 et 8,5

### **Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	150	kg/j
- flux journalier maximum .....	320	kg/j
- flux horaire maximum .....	32	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	600	mg/l
- concentration maximale ≤.....	800	mg/l

### **Demande chimique en oxygène (DCO)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	350	kg/j
- flux journalier maximum .....	600	kg/j
- flux horaire maximum .....	60	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	1400	mg/l
- concentration maximale ≤.....	1500	mg/l

### **Matières en suspension (MEST)**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	137,5	kg/j
- flux journalier maximum .....	240	kg/j
- flux horaire maximum .....	24	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	550	mg/l
- concentration maximale ≤.....	600	mg/l

### **Azote global**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés) ≤.....	30	kg/j
- flux journalier maximum .....	60	kg/j
- flux horaire maximum .....	6	kg/h
- concentration moyenne annuelle ≤.....	120	mg/l
- concentration maximale ≤.....	150	mg/l



**Phosphore Total**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	7,5	kg/j
- flux journalier maximum	.....	20	kg/j
- flux horaire maximum	.....	2	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	30	mg/l
- concentration maximale	≤.....	50	mg/l

**Huiles et Graisses**

- flux journalier moyen annuel (jours ouvrés)	≤.....	32,5	kg/j
- flux journalier maximum	.....	60	kg/j
- flux horaire maximum	.....	6	kg/h
- concentration moyenne annuelle	≤.....	130	mg/l
- concentration maximale	≤.....	150	mg/l

<b>Fluor 18</b>	≤	10	Bq/l
-----------------	---	----	------

**NP20E**

- flux journalier maximum	.....	0,044	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,11	µg/l

**Nonylphénols**

- flux journalier maximum	.....	0,528	g/j
- concentration maximale	≤.....	1,32	µg/l

**NP10E**

- flux journalier maximum	.....	0,06	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,15	µg/l

**3 chloroaniline**

- flux journalier maximum	.....	0,056	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,14	µg/l

**Chloroalcanes C10-C13**

- flux journalier maximum	.....	5,28	g/j
- concentration maximale	≤.....	13,2	µg/l

**Toluène**

- flux journalier maximum	.....	0,56	g/j
- concentration maximale	≤.....	1,4	µg/l

**Xylènes**

- flux journalier maximum	.....	0,672	g/j
- concentration maximale	≤.....	1,68	µg/l

**1,2 dichlorobenzène**

- flux journalier maximum	.....	0,036	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,09	µg/l

**2,4 dichlorophénol**

- flux journalier maximum	.....	0,168	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,42	µg/l

**4 chlorophénol**

- flux journalier maximum	.....	0,056	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,14	µg/l

**Trichlorométhane (chloroforme)**

- flux journalier maximum	.....	2,2	g/j
- concentration maximale	≤.....	5,5	µg/l

**Benzo (b) Fluoranthène**

- flux journalier maximum	.....	0,004	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,01	µg/l

**Fluoranthène**

- flux journalier maximum	.....	0,012	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,03	µg/l

**Naphtalène**

- flux journalier maximum	.....	0,052	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,13	µg/l

**Chrome**

- flux journalier maximum	.....	5,04	g/j
- concentration maximale	≤.....	12,6	µg/l

**Cuivre**

- flux journalier maximum	.....	40,8	g/j
- concentration maximale	≤.....	102	µg/l

**Mercure**

- flux journalier maximum	.....	0,624	kg/j
- concentration maximale	≤.....	1,56	mg/l

**Fer**

- flux journalier maximum	.....	386,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	966	µg/l

**Etain**

- flux journalier maximum	.....	2,24	g/j
- concentration maximale	≤.....	5,6	µg/l

**Manganèse**

- flux journalier maximum	.....	37,6	g/j
- concentration maximale	≤.....	94	µg/l

**Aluminium**

- flux journalier maximum	.....	386,4	g/j
- concentration maximale	≤.....	966	µg/l

**Plomb**

- flux journalier maximum	.....	5,04	g/j
- concentration maximale	≤.....	12,6	µg/l

**Zinc**

- flux journalier maximum	.....	179,2	g/j
- concentration maximale	≤.....	448	µg/l

**Endosulfan Alpha**

- flux journalier maximum	.....	0,068	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,17	µg/l

**Dibutylétain cation**

- flux journalier maximum	.....	0,112	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,28	µg/l

**Monobutylétain cation**

- flux journalier maximum	.....	0,024	g/j
- concentration maximale	≤.....	0,06	µg/l

## ANNEXE 2

### ELEMENTS DE JUSTIFICATION DU COEFFICIENT DE REJET

Le coefficient de rejet est égal au rapport entre le volume effectivement rejeté  $V_r$  et le volume prélevé  $V_p$ , tel que défini à l'article 11 de la présente convention :

$$Cr = \frac{V_r}{V_p} = \frac{V_p - V}{V_p}$$

L'écart  $V$  entre les deux volumes est justifié par les utilisations suivantes de l'eau :

-

représentant respectivement une consommation moyenne de :

-

d'où un écart moyen :

$$V = \dots\dots\dots m^3/\text{jour ouvré}$$

soit pour un volume moyen prélevé

$$V_p = \dots\dots\dots m^3/\text{jour ouvré}$$

$$Cr (*) = 1$$

Il en résulte le volume moyen rejeté :

$$V_r = Cr \times V_p = \dots\dots\dots m^3/\text{jour ouvré}$$

**(\*) Ce coefficient est recalculé tous les ans avec les valeurs de l'année concernée.**

### ANNEXE 3

#### ELEMENTS DE JUSTIFICATION DU COEFFICIENT DE POLLUTION

Dans le cadre de la présente convention, le coefficient de pollution Cp est déterminé comme suit :

$$C_p = 0.3 + 0.7 \frac{C}{C_u}$$

Avec :

C = concentration moyenne de l'effluent (non décanté), en mg/l, égale à :

$$\frac{(DBO_5) + (DCO)}{2}$$

avec  $(DBO_5)$  = moyenne des résultats d'analyse en  $DBO_5$  exprimée en mg/l

$(DCO)$  = moyenne des résultats d'analyse en DCO exprimée en mg/l

d'où C exprimée en mg/l

-  $C_u$  = concentration moyenne d'un effluent urbain

$$C_u = 450 \text{ mg/l}$$

DCO = 120 g/jour/habitant

concentration obtenue avec :  $DBO_5 = 60 \text{ g/jour/habitant}$

Volume = 200 l/jour/habitant

Concentration moyenne globale appliquée à L'ETABLISSEMENT

$$C = \frac{C_{nd} \times V_{nd} + C_d \times V_d}{V_{nd} + V_d}$$

$C_{nd}$  Concentration moyenne des eaux autres que domestiques

$V_{nd}$  Volume des eaux autres que domestiques

$C_d$  Concentration moyenne des eaux domestiques  $C_d = 450 \text{ mg/l}$

$V_d$  Volume des eaux domestiques

## ANNEXE 4

### PENALITES POUR DEPASSEMENT DES LIMITES DE FLUX OU DE CONCENTRATION AUTORISEES

Une pénalité pour dépassement des limites de flux ou de concentration autorisées sera exigible dès lors que la moyenne annuelle des résultats d'analyses d'un des paramètres (i) figurant en annexe 1, analyses faites soit dans le cadre des autocontrôles effectués par L'ETABLISSEMENT, soit dans le cadre des contrôles inopinés effectués par L'EXPLOITANT, est supérieure à la valeur autorisée telle que définie dans cette même annexe.

Cette pénalité est égale à :

- Pour chacun des paramètres i contrôlés dans les effluents, est calculé le ratio suivant :

$$\frac{C_{\text{résultats}}(i) - C(i)}{C(i)}$$

avec  $C_{\text{résultats}}(i)$  = moyenne des résultats d'analyses obtenus, sur l'année n, en concentration, pour le paramètre i

$C(i)$  = concentration moyenne annuelle autorisée pour le paramètre i et indiquée dans l'annexe 1

- Le montant de la pénalité applicable est calculé de la manière suivante :

$$\text{Max } \frac{C_{\text{résultats}}(i) - C(i)}{C(i)} \times V_r \times 0,15 \text{ €}$$

plafonnée à 25 % du montant de la redevance annuelle due par L'ETABLISSEMENT.

Avec  $V_r$  : volume rejeté défini dans l'article 11